

L'IMMIGRATION CONTRE LA PAIX CIVILE

Par Stéphane Germain

La Fondation Res Publica, présidée par Jean-Pierre Chevènement, a invité Pierre Brochand, ambassadeur de France et ex-patron de la DGSE, à présenter sa vision du défi migratoire. Marcel Gauchet a reconnu la qualité de sa contribution dont nous proposons ici une synthèse.

Pierre Brochand a représenté la France sur plusieurs continents, en Afrique tribale, aux États-Unis, au Vietnam, au Proche-Orient... Il a été le témoin direct de crises violentes et en retire « *une vision du monde qui n'est ni fraîche ni joyeuse* ». Retraité depuis quelques années – il a 78 ans –, il est rentré vivre dans la maison de son enfance. Mais « *quand [...] l'on constate que ce petit village au cœur de la petite ville est devenu une parcelle d'un autre continent [...], comment ne pas en éprouver de l'étonnement ?* »

De cet étonnement est née une certitude. La France n'a plus de politique migratoire depuis cinquante ans. Le Droit et la Justice supranationale se sont attribué les pleins pouvoirs, pour favoriser la plus large ouverture possible des frontières. Les gouvernements successifs, soulagés du fardeau, ont paré leur impotence des atours de la générosité, parfois tempérée par des déclarations incantatoires sans lendemain. Alors que les enjeux climatiques bénéficient du principe de précaution et des moyens de la recherche scientifique, le dossier migratoire relève lui du principe d'ignorance par l'interdiction, entre autres, des statistiques ethniques.

Cet aveuglement devant la création de diasporas et de communautés comptant aujourd'hui des millions de membres a abouti à une situation lourde de tensions. L'ex-patron de la DGSE estime ainsi que l'explosion simultanée des banlieues constitue un risque sécuritaire très supérieur à celui du terrorisme. Un feu couve, mal contrôlé par des dirigeants qui tentent de compenser leur cécité face à la question culturelle, par le déverse-

ment d'aides sociales toujours plus généreuses. Pour l'ambassadeur, au contraire, l'immigration est bien le sujet central, puisqu'elle peut mettre en péril la paix civile.

La suggestion de Pierre Brochand pour l'improbable gouvernement qui entendrait se réattribuer ce dossier axial : « *Take back control* » – le slogan du Brexit. « *Si nous ne prenions pas en charge nos intérêts vitaux, nul ne le ferait à notre place.* » Une politique migratoire devrait même, selon lui, être le préalable à toutes les autres. Il sait la vigueur des oppositions à une telle reprise en main, mais dénonce « *le parallélisme mensonger qui voudrait que toute politique migratoire restrictive et sélective soit le signe d'un nazisme renaissant* ».

À lire son intervention, ce sont pourtant moins les mesures proposées qui retiennent l'attention – une trentaine, toutes pertinentes – que sa grille de lecture stéréoscopique de la situation. L'ancien diplomate fait en effet un large détour par l'Histoire, ou plus exactement par les deux récits historiques qui se chevauchent et se concurrencent : « *L'histoire de l'espèce* », que j'appellerai *Histoire Évolution*, et « *les histoires dans l'espèce* », que je dénommerai *Histoire Événement*. »

La première narre l'aventure d'*Homo sapiens*, de sa sortie des grottes jusqu'à la conquête spatiale, de la servitude aux droits de l'homme. Un récit linéaire du progrès de la connaissance cumulative, conté par des auteurs à succès comme Yuval Noah Harari ou Steven Pinker. Trois étapes marquantes figurent sur l'axe temporel de cette évolution. L'homme quitte d'abord l'état de nature pour créer des communautés fondées sur des liens familiaux et claniques. C'est le premier stade de l'organisation sociale. Après la phase intermédiaire de l'empire, au cours de laquelle l'une des ethnies domine les autres sur un vaste territoire, l'humanité inventera l'État-nation, première manifestation d'une autodétermination collective. Bâtie autour d'une culture, d'une langue et d'un passé communs, cette entité maîtrise ses frontières et assimile par cooptation les nouveaux arrivants. Saisi par l'hubris, l'État-nation va alors commettre deux erreurs fatales : la colonisation et le totalitarisme. De ces fautes naîtra l'organisation sociale que nous connaissons aujourd'hui, la société post-politique des individus dans laquelle l'État se →



Évacuation d'un camp de migrants près de la porte de la Villette, Paris, 30 mai 2018.

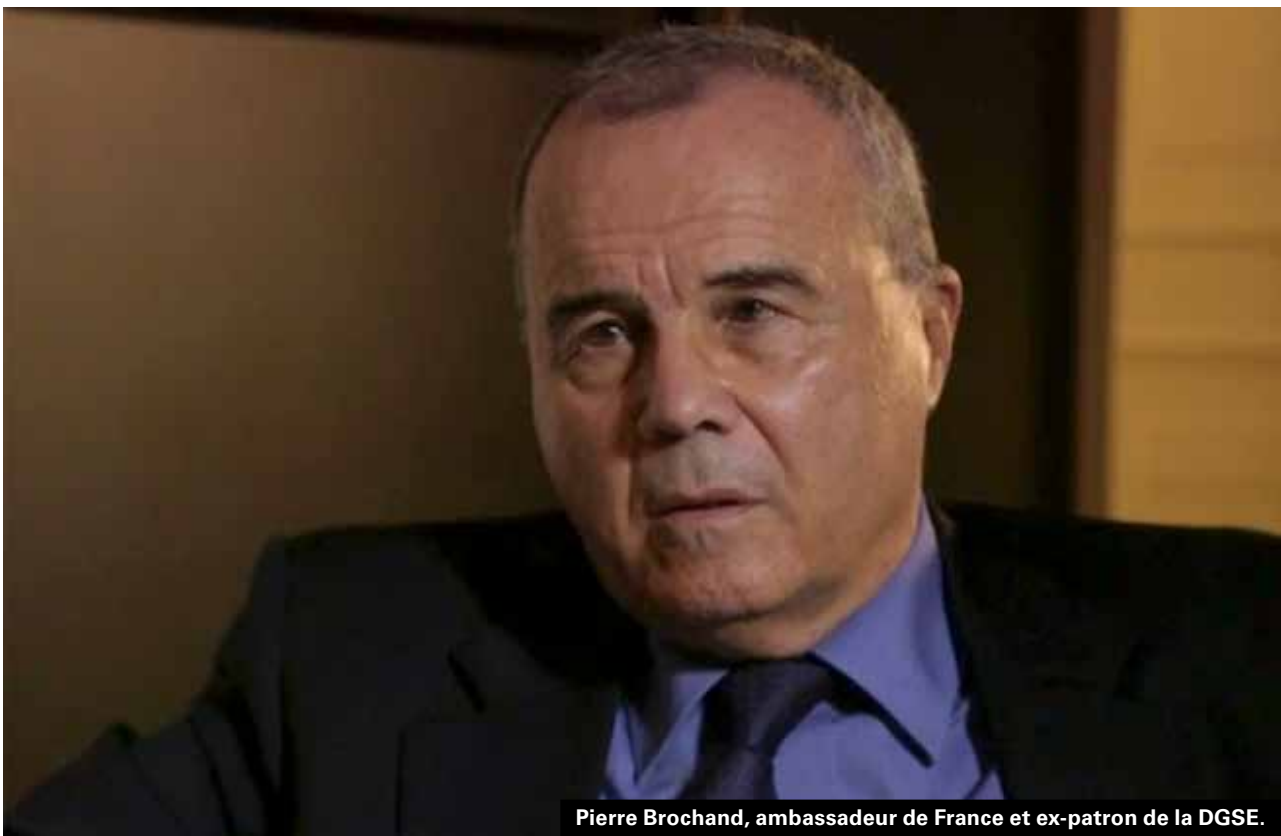
voit réduit au rôle de gardien des droits de l'homme.

L'Histoire Évolution met donc à la disposition des progressistes la narration optimiste d'une civilisation humaine convergeant vers le même but. Une espèce semblable en tous points du globe est en quête d'une autonomie non plus collective comme dans l'État-nation, mais cette fois individuelle dans la société post-politique. Laquelle est peuplée d'hommes naturellement bons – et plus ils sont « victimes », plus ils sont gentils, d'où le « réfugié » plutôt que l'« immigré » – dont l'épanouissement personnel requiert à l'infini de nouveaux « droits à » ou « droits de ».

Lorsqu'on entre dans le détail, hélas, les choses se gâtent pour l'Histoire Évolution. Au lieu de se succéder dans le temps, les trois modèles d'organisation sociale – Communauté, État, société des individus – coexistent en différents points de la planète. Les conflits qui en découlent fournissent la matière première de l'Histoire Événement (les histoires dans l'espèce), dont les aspects tragiques ou récurrents déplaisent tant à l'avant-garde de la société des individus – salaud d'Huntington ! La narration évolutive que celle-ci chérit occulte toutefois un élément tabou : l'État-nation et les droits de l'homme ont vu le jour en Occident, et bien que nous tentions de nous persuader que nos valeurs humanistes soient universelles, « [elles] *ne sont en pratique pas universalisables* ». L'Occident a d'ailleurs exporté l'État-nation via la colonisation, puis les droits de l'homme par la voie de la mondialisation qui marque à la fois l'apogée

de cinq cents ans de domination et le début de son déclin. Cette globalisation a d'abord légitimé successivement la décolonisation, puis son échec, et enfin des mouvements migratoires sans précédent. Nous vivons en réalité les effets boomerang de l'exportation des modèles occidentaux vers le patchwork des pays qualifiés jadis de sous-développés – le « *second monde* » selon l'auteur. Un monde dont nos élites ne veulent voir ni le ressentiment ni le désir de reprendre simplement un pouvoir désormais remis en jeu par l'Occident après une parenthèse de cinq cents ans.

C'est en effet par le truchement des migrations que les différentes strates de l'organisation sociale cohabitent désormais sur un même territoire national, avec une résurgence notable d'un néocommunautarisme anachronique. La société des individus n'a pas (tout à fait) éradiqué l'État-nation, qui lui-même pensait à tort en avoir fini avec les logiques tribales. En effet, sommé par l'individu-roi d'abandonner le contrôle de ses frontières, l'État a laissé entrer en France et en Europe des millions d'hommes et de femmes qui n'ont aucune affection particulière pour la société post-politique qui les accueille. Ces millions de nouveaux venus demeurent en revanche très attachés à une vision clanique de l'organisation sociale qui exige de ses membres une loyauté inconditionnelle. Les diasporas qu'ils trouvent désormais en Europe les aident à « *vivre mieux tout en vivant pareil* ». C'est là que l'Histoire Évolution perd pied. La convergence à l'échelle géologique décrite par Harari dans *Sapiens* se heurte aux divergences que chacun



Pierre Brochand, ambassadeur de France et ex-patron de la DGSE.

peut observer au quotidien. Issus pour l'essentiel de l'ex-empire colonial, les immigrés ne manifestent pas un amour excessif pour l'ancienne métropole – une « impossible allégeance » au demeurant cohérente avec « l'acte de divorce irréversible » qu'avait entériné la décolonisation.

Ce retour en force de l'Histoire Événement constitue une bien mauvaise nouvelle pour la société des individus. Elle la nie avec d'autant plus de vigueur que le monde qu'elle dépeint correspond de moins en moins à celui que le citoyen habite. Pierre Brochand associe d'ailleurs au réel les deux premières strates, communautaires et nationales, tandis que la troisième, celle de l'État post-politique relèverait du virtuel. La société des droits de l'homme se montre ainsi aveugle au retour du réel. Elle s'est même fait du déni une spécialité. Elle le décline avec l'aide de ses divisions blindées, les intellectuels, la justice, les réseaux sociaux et les médias, tous équipés du paravent destiné à cacher le chaos qui menace : le politiquement correct. « *Le Réel, c'est donc ce sur quoi bute l'Histoire Évolution, mais qui ne l'empêche pas, pour autant, de poursuivre sa marche en avant.* »

Le refus d'admettre les différences culturelles entre les groupes humains demeure bien l'angle mort de la société des droits de l'homme. « *Si on estime [...] que des comptables suédois et des guerriers pachtoums peuvent sans difficulté faire société et vivre en harmonie, tout en pratiquant volontiers le métissage, mon propos perd l'essentiel de sa justification.* »

Le subterfuge consiste à nier la persistance du groupe dans les organisations humaines et les logiques qu'elle induit. Conséquence, si l'État-nation incarne toujours théoriquement l'intérêt général, en pratique, la société des individus lui interdit sur ces sujets de gouverner, et pire de poser le bon diagnostic ou (bien sûr) de recourir au référendum, puisqu'elle prétend n'accueillir que des individus, auxquels elle confère des droits et la liberté de les exercer. Ainsi ne veut-elle voir dans le voile islamique qu'un choix individuel répété des milliers (millions ?) de fois, alors qu'il témoigne à l'évidence d'une pression d'un collectif auquel la femme voilée témoigne son indéfectible loyauté. Ces ruses bénéficient d'une législation toujours plus laxiste. Elles mènent de la sorte à l'abus de droits individuels et à l'auto-engendrement de l'immigration : droit du sol, droit d'asile, droit au regroupement familial, droit aux études, droit aux visas touristiques, droit au mariage, droit à l'État providence...

Cette farouche volonté de ne rien voir conduit la société des individus et ses séides à proposer un diagnostic rituel autant qu'erroné sur les dysfonctionnements communautaires ; il s'agit toujours selon eux de la « question sociale » – une mauvaise foi à l'épreuve de toutes les avanies du réel. La conséquence de ces errements, c'est l'existence d'une nouvelle catégorie issue de

l'immigration : les Français francophobes – un phénomène unique dans l'histoire des migrations, puisqu'il démontre une inquiétante divergence de la troisième génération. La réapparition de l'endogamie et le retour du contrôle des femmes, corollaires de la résurgence de l'islam fondamentaliste, constituent autant de défis impossibles à affronter tant qu'il restera interdit de les nommer. Pourtant, « *l'islam n'est pas l'homologue du christianisme* » et semble difficilement soluble dans l'individualisme. On peut ajouter qu'il n'a engendré ni la séparation des pouvoirs temporel et spirituel ni les droits de l'homme.

En niant le retour de l'Histoire Événement, la société des individus aggrave le péril au moment où, dans maintes enclaves, la souveraineté nationale est bien virtuelle. Pierre Brochand rappelle ce critère militaire pour savoir qui contrôle un territoire : « *Qui est maître de la nuit ?* »

La grille de lecture de l'ancien diplomate éclaire la « prise en tenaille » de la République par l'alliance objective des progressistes et des communautaristes contre leur ennemi commun, l'État-nation. On décrypte alors les apparentes contradictions de ces étranges féministes qui soutiennent le voile islamique ou de ces prétendus antiracistes défilant aux côtés d'antisémites. Les défenseurs de la société des individus se battent pour que les Indigènes de la République continuent à percevoir les subventions publiques nécessaires à la dénonciation d'un « racisme systémique » de l'État-nation – seule explication recevable à leurs échecs. Aucune introspection ne peut être exigée des minorités en raison de leur statut de victime présumée d'un crime contre l'humanité imprescriptible : la colonisation. Ce que notre président de la République a de lui-même reconnu en Algérie...

Nous sommes donc devenus, sans que les électeurs n'aient jamais été consultés, une société multiculturelle, régie par la défiance ; la France entre ainsi « *dans une catégorie de pays où les réussites sont rares* ». Nous avons cru avoir réglé entre 1905 et 1962 les questions de religion, de racisme et de colonisation, alors que tout semble à refaire et rien n'est entrepris. Si « *les ambiguïtés de la laïcité* » lui permettent d'imaginer une reconquête, Pierre Brochand parie néanmoins sur le maintien global de la ligne actuelle : ne rien voir, ne rien faire. Outre son pessimisme, on peut reprocher à cette prédiction de ne pas intégrer l'irruption dans le jeu des démocraties ou des populismes, ni la divergence entre l'Europe et l'Amérique trumpienne. Quoi qu'il en soit, l'ancien maître-espion pense que le système du déni et du subterfuge peut tenir encore une décennie. On s'en tiendra à cette note optimiste.

Les 70 pages de son intervention peuvent être consultées en ligne : « Pour une véritable politique de l'immigration », www.fondation-res-publica.org. •